

INSTRUCTION N° 66-85 - T 2  
du 22 Juillet 1966

CLASSEMENT  
T 2

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° .....	du .....
----------	----------

APUREMENT, PAR LES TRESORIER-PAYEURS GENERAUX,  
DES COMPTES DE CERTAINS ETABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT

DOCUMENTS A ANNOTER

- Circulaire n° 1293 du 24 septembre 1953 (B. S. T. 35 R).
- Circulaire n° 1833 du 14 février 1957 (B. S. T. 9 R).
- Circulaire n° 1969 du 3 décembre 1957 (B. S. T. 50 R) : abrogée.
- Instruction n° 66-11 T2 du 4 février 1966.

En rappelant les règles fixant la compétence des Trésoriers-Payeurs Généraux en matière d'apurement des comptes des établissements d'enseignement, l'instruction n° 66-11 T2 du 4 février 1966 a précisé les modalités selon lesquelles devaient être notifiées les décisions individuelles rendues sur chaque compte par ces Comptables supérieurs.

Cette même instruction a, en outre, indiqué les modalités de transmission à divers services relevant du Ministère de l'Education Nationale du rapport annuel d'ensemble établi par les Trésoriers-Payeurs Généraux sur l'apurement des comptes des établissements d'enseignement.

L'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux est appelée sur le fait que les dispositions adoptées à l'époque, en accord avec le département de l'Education Nationale, doivent, à la demande de ce dernier, être à nouveau modifiées.

Les Comptables supérieurs du Trésor trouveront, exposées ci-après, les nouvelles directives à appliquer tant en ce qui concerne le rapport d'ensemble annuel que les décisions administratives rendues sur les comptes.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
GT  
35

RGS	PGS	TPG	DOM
-----	-----	-----	-----

**INSTRUCTION**  
**N° 66-85 - T 2**  
**du**  
**22 juillet 1966.**

**1° Rapport d'ensemble annuel.**

Dans tous les départements, deux copies du rapport d'ensemble doivent être transmises au Ministère de l'Education Nationale :

- l'une sous le timbre de la Direction des Services administratifs et sociaux, Sous-Direction de la comptabilité, du contentieux et des pensions, Bureau CP 1, Comptabilité centrale ;
- l'autre sous le timbre de la Direction de la Pédagogie, des Enseignements scolaires et de l'orientation, Service d'organisation et de gestion des Etablissements scolaires, Bureau 06.

En outre, dans les départements relevant des académies ayant fait l'objet de mesures de déconcentration, une copie du rapport d'ensemble sera également transmise au recteur.

Il est précisé que cette dernière disposition concerne les départements situés dans le ressort des académies suivantes : Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims et Rennes.

Il est rappelé, par ailleurs, qu'une copie du rapport d'ensemble doit en outre, dans tous les cas, être adressée à la Direction de la Comptabilité Publique sous le timbre du Bureau D 4.

**2° Décisions administratives rendues sur les comptes.**

La décision rendue par le Trésorier-Payeur Général sur les comptes d'un établissement d'enseignement est notifiée au chef de l'établissement.

Une copie de cette décision doit en outre être adressée :

- pour les départements relevant des académies ayant fait l'objet des mesures de déconcentration, directement au Recteur ;
- pour les autres départements, au Ministère de l'Education Nationale sous le timbre de la Direction des Services administratifs et sociaux, Sous-Direction de la comptabilité, du contentieux et des pensions, Bureau CP 1, Comptabilité centrale.

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**P. PÉPIN.**